
Claude FARO

**EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE RENNES

**Association
FESTIVAL DE CORNOUAILLE**

5bis, rue de Kerfeunteun
29000 QUIMPER

Rapports du Commissaire aux comptes

Exercice clos le 30 septembre 2023

Claude FARO

**EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE RENNES

**Association
FESTIVAL DE CORNOUAILLE**

5 bis, rue de Kerfeunteun
29000 QUIMPER

**Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 septembre 2023

Association FESTIVAL DE CORNOUAILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2023

Aux membres,

1- Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FESTIVAL DE CORNOUAILLE relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2022 à la date d'émission de mon rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels.

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

4- Vérification du rapport d'activité et des autres documents adressés aux membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5- Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

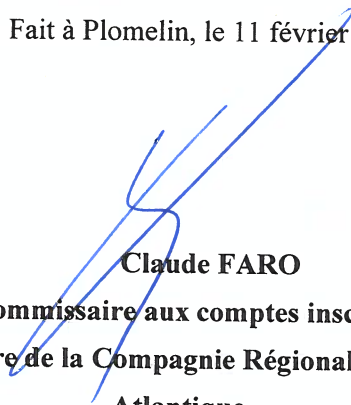
L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Plomelin, le 11 février 2024


Claude FARO
Commissaire aux comptes inscrit
Membre de la Compagnie Régionale Ouest
Atlantique

Bilan actif

Actif			Au 30/09/2023			Au 30/09/2022	
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net		
Capital souscrit non appelé							
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement					
		Frais de développement					
		Concessions, brevets et droits similaires	26 008	20 735	5 273		
		Fonds commercial (1)					
		Autres immobilisations incorporelles					
		Immobilisations incorporelles en cours					
	Immobilisations corporelles	Avances et acomptes					
		TOTAL	26 008	20 735	5 273		
		Terrains	47 500		47 500	47 500	
		Constructions	427 500	178 755	248 744	262 993	
		Inst. techniques, mat. out. industriels	11 483	11 483			
		Autres immobilisations corporelles	43 703	43 592	110	171	
	Immobilisations financières	Immobilisations en cours					
		Avances et acomptes					
		TOTAL	530 186	233 831	296 355	310 664	
		Participations évaluées par équivalence					
		Autres participations					
		Créances rattachées à des participations					
	Immobilisations financières	Titres immob. de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières							
TOTAL							
Total de l'actif immobilisé			556 194	254 566	301 628	310 664	
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements					
		En cours de production de biens					
		En cours de production de services					
		Produits intermédiaires et finis					
		Marchandises	1 800		1 800	3 581	
	Créances	TOTAL	1 800		1 800	3 581	
		Avances et acomptes versés sur commandes					
		Divers	Clients et comptes rattachés	20 760	83	20 676	16 918
			Autres créances	175 936		175 936	137 081
			Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers	TOTAL	196 696	83	196 613	154 000		
	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)						
	Instruments de trésorerie						
Divers	Disponibilités	45 718		45 718	165 350		
	TOTAL	45 718		45 718	165 350		
	Charges constatées d'avance			13 117		13 117	22 389
Total de l'actif circulant			257 333	83	257 250	345 321	
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des emprunts							
Écarts de conversion actif							
TOTAL DE L'ACTIF			813 528	254 649	558 878	655 986	
Renvois :	(1) Dont droit au bail						
	(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières						
	(3) Dont créances à plus d'un an (brut)				10 500		
Clause de réserve de propriété			Immobilisations	Stocks	Créances clients		

Bilan passif

Passif		Au 30/09/2023	Au 30/09/2022
Capitaux propres	Capital (dont versé :)		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Ecart de réévaluation		
	Ecart d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	27 496	136 153
	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	-98 226	-108 657
	Situation nette avant répartition	-70 730	27 496
Aut. fonds propres	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total		-70 730	27 496
Provisions	Titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total			
Dettes	Provisions pour risques	10 500	
	Provisions pour charges		
Total		10 500	
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	214 879	240 279
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Total	214 879	240 279
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	250 921	245 046
	Dettes fiscales et sociales	31 683	24 039
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
Total		282 604	269 085
Produits constatés d'avance		121 625	119 125
Total des dettes et des produits constatés d'avance		619 108	628 490
Écart de conversion passif			
TOTAL DU PASSIF		558 878	655 986
	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	188 685	
	à moins d'un an	430 422	628 490
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
(3) dont emprunts participatifs			

Compte de résultat

		France	Exportation	Du 01/10/2022 Au 30/09/2023 12 mois	Du 01/10/2021 Au 30/09/2022 12 mois
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises	166 126		166 126	130 906
	Production vendue : - Biens				
	- Services	168 969		168 969	331 820
	Chiffre d'affaires net	335 096		335 096	462 726
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			623 360	703 220
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				
	Autres produits			94 111	95 833
Total				1 052 568	1 261 781
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats			81 259	78 466
	Variation de stocks			1 780	-1 433
	Matières premières et autres approvisionnements		Achats		
			Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (3)			796 082	995 720
	Impôts, taxes et versements assimilés			7 572	7 335
	Salaires et traitements			171 473	178 987
	Charges sociales			59 258	69 434
	Dotations d'exploitation	- sur immobilisations	amortissements provisions	14 736	14 260
		- sur actif circulant		83	
	Autres charges	- pour risques et charges		11 895	21 102
Total				1 144 141	1 363 872
Résultat d'exploitation		A		-91 573	-102 091
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée	B			
	Perte supportée ou bénéfice transféré	C			
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			391	356
	Reprises sur provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total				391	356
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)			7 044	7 813
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				7 044	7 813
Résultat financier		D		-6 652	-7 457
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)		E		-98 226	-109 548

Compte de résultat

		Du 01/10/2022 Au 30/09/2023	Du 01/10/2021 Au 30/09/2022
		12 mois	12 mois
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2 933
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total		2 933
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 042
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	10 500	
	Total	10 500	2 042
Résultat exceptionnel		F	891
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	
		-10 500	
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)		-98 226	-108 657
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier		987
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

1 Faits caractéristiques de l'exercice

A l'issue de l'exercice clos au 30 septembre 2023, les fonds propres de l'association sont négatifs.

En ce début de nouvel exercice, pour faire face à cette situation difficile en trésorerie, des démarches ont été accomplies pour négocier auprès de certains fournisseurs le report de paiement des factures et une demande auprès de la ville de Quimper a été faite pour demander le versement anticipé d'une partie de la subvention de fonctionnement 2024.

Dans le même temps, l'association recherche de nouvelles sources de financement et a réalisé un budget en diminuant les charges et en améliorant les marges sur les activités bar et restauration.



2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France.

Ils respectent en particulier les dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables modifiant le règlement n°2018-06 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés en date du 21 novembre 2023.

3 Informations relatives aux postes du bilan

3.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorp.	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	20 308	5 700	-	26 008
Corporelles	Terrains	47 500	-	-	47 500
	Construction sur sol propre	427 500	-	-	427 500
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencts et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 483	-	-	11 483
	Installations générales, agencements, aménagements divers	2 456	-	-	2 456
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	41 247	-	-	41 247
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	TOTAL III	530 186	-	-	530 186
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL IV		-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		550 495	5 700	-	556 195

CLAUDE FARO
COMMISSAIRE
AUX
COMPTES

3.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- Concessions et Brevets : 3 ans
- Constructions et aménagement des constructions : 30 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 5 ans



SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II		20 308	427	-	20 735
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	164 507	14 249	-	178 755
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agcts et amgts constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels		11 483	-	-	11 483
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	2 456	-	-	2 456
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 075	61	-	41 136
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL III		219 522	14 309	-	233 831
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)		239 830	14 736	-	254 566

CLAUDE FARO
COMMISSAIRE
AUX
COMPTES

3.2 Actif circulant

3.2.1 Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition par application de la méthode du premier entré, premier sorti.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

3.2.2 Tableau des dépréciations de l'actif circulant

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Créances	-	83	-	83
Autres	-	-	-	-
TOTAL	-	83	-	83



 CLAUDE FARO
 COMMISSAIRE
 AUX
 COMPTES

3.3 Autres informations sur l'actif

3.3.1 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	-	-	-
	Autres immobilisations financières	-	-	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	100	100	-
	Autres créances clients	20 660	20 660	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée	-	-
	Personnel et comptes rattachés	300	300	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	10 500	10 500
		Taxe sur la valeur ajoutée	79 440	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-
		Divers	-	-
	Groupe et associés	-	-	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	85 696	85 696	-
Charges constatées d'avance		13 118	13 118	-
TOTAL		209 814	199 314	10 500

Prêts Accordés en cours d'exercice	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées.

3.3.2 Charges constatées d'avance

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	13 118		

3.3.3 Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	-
Participations groupe	-
Participations Hors groupe	-
Clients	-
Associés	-
Valeurs mobilières de placements	-
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	-
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	9 573
Personnel	-
Sécurité sociale	-
État	-
Divers	75 850
TOTAL	85 423

En produits à recevoir pour 75 850 € figurent notamment la subvention de la Ville de Quimper pour la journée du dimanche du Festival (défilé) de 50 000 € et la subvention de la ville de Quimper pour l'aide au logement de 15 500 €.

CLAUDE FARO
COMMISSAIRE
AUX
COMPTES

3.4 Passif

3.4.1 Capitaux propres

3.4.1.1 Variation des capitaux propres

Libellés	Début exercice	Augmentations	Diminutions	Fin Exercice
Capital	-	-	-	-
Réserves, primes et écarts	-	-	-	-
Report à nouveau	136 154	-	108 658	27 496
Résultat	-108 658	- 98 226	-108 658	-98 226
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	27 496	-98 226		-70 730

3.4.2 Provisions

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice (1) (2)	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	-	10 500	-	10 500
TOTAL	-	10 500	-	10 500

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

3.4.2.1 Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour gros entretiens	-	-	-	-
Provisions pour charges sociales et fiscale sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	-	10 500	-	10 500
TOTAL	-	10 500	-	10 500

L'Association a versé à la Vallée des Saints un don éligible au Crédit Impôt Mécénat.

Ce crédit d'impôt a été comptabilisé pour un montant de 10 500 €.

Toutefois, il ne sera restituable à l'Association dans les 5 ans qu'en cas de retour à une situation bénéficiaire et à l'apurement des déficits antérieurs.

Etant donné le montant des déficits antérieurs, il y a un risque de non-restitution de ce crédit impôt mécénat, ce qui explique la comptabilisation de cette provision.

CLAUDE FARO
COMMISSAIRE
AUX
COMPTES

3.4.3 Autres informations sur le passif

3.4.3.1 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	214 879	26 193	113 216	75 470
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		250 921	250 921	-	-
Personnel et comptes rattachés		16 334	16 334	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8 500	8 500	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	2 273	2 273	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et	4 576	4 576	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-	-	-
Groupe et associés		-	-	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		-	-	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		121 625	121 625	-	-
TOTAL		619 109	430 423	113 216	75 470

Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	25 400
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	-

3.4.3.2 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	7 687
Charges sociales provisionnées	2 537
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	-
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	-
Banques	-
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	13 362
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	-
Sécurité sociale	-
Autres charges fiscales	4 552
Divers	-
TOTAL	28 138



 CLAUDE FARO

 COMMISSAIRE

 AUX

 COMPTES

CHAMBRE DES COMPTABLES

CLAUDE FARO
COMMISSAIRE
AUX
COMPTES

4 Informations relatives aux postes du compte de résultat

4.1.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	166 127	-	166 127
Production vendue :	-	-	-
- Biens			
- Services	168 970	-	168 970
Chiffre d'affaires net	335 096	-	335 096

CLAUDE FARO
COMMISSAIRE
AUX
COMPTES

5 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautiounnements		
Garanties		
Créances cédées non échues		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles sur construction à l'actif	214 879	
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		
TOTAL	214 879	

Dont concernant :	Montants
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	214 879

5.2 Contributions volontaires

Les temps passés par les bénévoles de l'association lors de l'exercice sont estimés à 13 300 heures (dont 12 872 heures lors de l'édition du 100^e Festival de Cornouaille du mercredi 19 au dimanche 23 juillet 2023).

Soit une valorisation sur la base du Smic horaire en vigueur (en date du 1^{er} mai 2023) de 11.52 €, à 153 216 € (les charges sociales sur les salariés rémunérés au Smic étant négligeables).

Par ailleurs, la ville de Quimper met à la disposition de l'association ses services techniques pendant le Festival de Cornouaille.

Elle transmet habituellement une valorisation de ses temps passés (valorisation qui n'est pas facturée mais comptabilisée par un compte transferts de charges).

Cette année (comme la précédente d'ailleurs), la ville n'a pas eu le temps de transmettre cette information à l'association et elle ne figure donc pas dans les comptes.



Claude FARO

EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
COMMISSAIRE AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE RENNES

**Association
FESTIVAL DE CORNOUAILLE**

5 bis, rue de Kerfeunteun
29000 QUIMPER

**Rapport spécial du Commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 30 septembre 2023

Association FESTIVAL DE CORNOUAILLE

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 30 septembre 2023

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

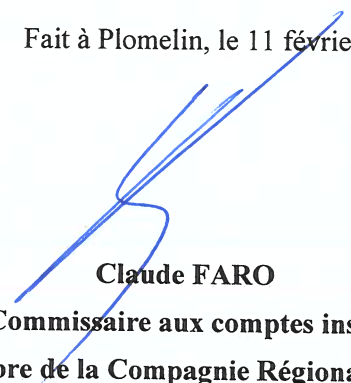
Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Plomelin, le 11 février 2024



Claude FARO
Commissaire aux comptes inscrit
Membre de la Compagnie Régionale Ouest
Atlantique